

RDC : échec des dirigeants africains à s'entendre sur un plan de paix

Source AFP Les dirigeants africains n'ont pas réussi à s'entendre sur un plan régional de paix dans l'Est de la République démocratique du Congo, lundi en marge d'un sommet également consacré à la mise en place d'une force africaine face aux islamistes au Mali. La signature d'un accord-cadre régional pour ramener la paix dans cette région de RDC minée par les agissements de groupes rebelles était prévue lundi, en marge du 20e sommet de l'Union africaine à Addis Abeba, mais la cérémonie a été annulée in extremis, a annoncé l'ONU.

« C'est un sujet très complexe » et « des discussions se poursuivent », a déclaré sans autre détail Eri Kaneko, porte-parole du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, sous l'égide duquel cet accord aurait dû être conclu entre les chefs d'Etat, dont ceux de la région des Grands Lacs. Aucun détail n'a pu être obtenu sur les raisons de cette annulation.

Lundi matin, les présidents rwandais Paul Kagame et ougandais Yoweri Museveni s'entretenaient en tête-à-tête en marge du sommet. Ils ont été rejoint plus tard par leur homologue congolais Joseph Kabila. Kigali et Kampala ont été accusés dans un rapport de l'ONU de soutenir la rébellion du M23, qui combat l'armée de RDC depuis mi-2012 et a pris le contrôle d'une partie de la province du Nord-Kivu, frontalière du Rwanda, ce que ces deux pays démentent vertement.

L'accord-cadre pour la paix et la sécurité dans l'Est de la République démocratique du Congo avait pour objet de remédier aux causes profondes des violences actuelles dans cette zone, avait expliqué dimanche M. Ban à l'ouverture du sommet de l'UA. Selon une source diplomatique de RDC, l'accord prévoyait un renforcement des capacités de la Mission de l'ONU en RDC (Monusco) et un engagement des Etats de la région à ne soutenir, financer ou abriter aucun groupe contribuant à déstabiliser l'Est du pays. Outre les présidents de RDC, du Rwanda et de l'Ouganda, ceux d'Angola, du Burundi, du Congo (Brazzaville), voisins de la RDC, ainsi que ceux d'Afrique du Sud et de Tanzanie devaient signer cet accord. Projet de brigade d'intervention La Tanzanie et l'Afrique du Sud sont candidates pour contribuer à une brigade d'intervention que l'ONU souhaite déployer au côté de quelque 17.000 hommes de la Monusco en RDC.

M. Ban avait évoqué dimanche la création d'une telle force d'imposition de la paix au sein de la Monusco, critiquée pour son incapacité à mettre fin à la violence dans l'Est de la RDC. Les chefs d'Etat des Grands Lacs avaient décidé, en marge du précédent sommet de l'UA, de mettre sur pied une Force neutre censée éradiquer les groupes armés dans l'Est de la RDC.

Dimanche, une réunion d'un groupe de travail UA-ONU a porté notamment sur l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour mettre fin au cycle de violence continue dans l'est de la RDC. Selon un communiqué publié à l'issue de cette réunion, il est désormais envisagé d'intégrer la Force neutre envisagée par l'UA au sein de la Monusco, comme brigade d'intervention ayant mandat de conduire des opérations coercitives et robustes. Des responsables onusiens ont récemment annoncé que cette brigade pourrait compter 2.500 hommes. Le sommet de l'UA, qui se termine lundi, doit par ailleurs permettre d'accroître le déploiement d'une force africaine au Mali pour soutenir, et à terme succéder à, l'armée française intervenue militairement en toute hâte mi-janvier, à la demande des autorités maliennes, face à l'avancée vers Bamako des insurgés islamistes qui occupent le nord du pays depuis mi-2012.

Dans la foulée du sommet de l'UA, l'ONU, l'UE, la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et le Japon doivent, entre autres, participer mardi à Addis Abeba à une conférence des donateurs destinée à financer le déploiement de cette force africaine et la restructuration de l'armée malienne. Le chef d'Etat burundais Thomas Boni Yayi, président sortant de l'UA, avait salué dimanche l'intervention française au Mali face aux djihadistes de façon extrêmement longue des leaders africains et même de la communauté internationale.